

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HSWT FRANCE**

Port 7516  
7516 route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\HSWT FRANCE SAS (ex HYET SWEET ex AJINOMOTO)\_Gravelines\_0007000481\2\_INSPECTION\2026 03 26 expertise incendie  
Code AIOT : 0007000481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement HSWT FRANCE implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

HSWT a souhaité organiser une réunion d'expertise contradictoire, afin notamment de reconstituer les différentes phases de propagation de l'incendie du 15/03/2026. La DREAL y a été conviée et s'est donc rendue sur site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HSWT FRANCE
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etudes de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 9.1.2	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La salle de chargement de la L-Phé est dépourvue de système de déluge or l'étude de dangers mentionne la présence d'un système de déluge au niveau de cette salle. La salle de chargement de la L-Phé n'est donc pas aménagée et exploitée conformément aux données techniques contenues dans l'étude de dangers. Ceci constitue une non-conformité au regard de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023.

L'Inspection propose à M.Le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023 et prendre un arrêté préfectoral de mesures conservatoires.

Par ailleurs, les suites proposées par l'Inspection à l'issue de la visite du 30/09/2025 et reprises dans le rapport en date du 19/11/2025 sont maintenues.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etudes de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers. [...]

## Constats :

L'exploitant a organisé le 26/03/2026, une réunion d'expertise contradictoire afin de reconstituer les différentes phases de propagation de l'incendie du 15/03/2026.

Dans un premier temps, une présentation succincte de l'activité du site a été faite pour l'expert incendie mandaté par l'exploitant. Ensuite, l'exploitant a détaillé la chronologie des événements lors de l'incendie. Les éléments présentés sont semblables aux informations communiquées à l'Inspection lors de sa visite du 16/03/2026. En complément, l'exploitant a précisé les actions et investigations menées depuis cet incendie. Il en ressort notamment que :

- le réacteur (R1100) n'a pas été endommagé, son serpentin n'a pas été abîmé, le volume du méthanol est resté stable et n'a donc pas brûlé,
- le capteur de T°C montre qu'il n'y a pas eu de montée de T°C (27°C),
- le feu n'a pas été alimenté par le méthanol et il est resté au niveau de la trémie de chargement et de la salle de chargement,
- le lot de big-bag, sur palettes en plastique, qui était prêt à être chargé a pris feu ainsi que le lot présent pour l'autre ligne (L-Asp).

En séance, l'exploitant a indiqué que l'usine devrait être à l'arrêt total du 27 avril au 20 mai avec une possibilité de reprise partielle à partir du 25 mai au niveau de l'activité du P2, si leur principal client valide la provenance de la matière première pour alimenter le P2.

Il indique par ailleurs qu'il profitera de cet arrêt pour faire un maximum de travaux prévus initialement pendant l'arrêt technique d'octobre mais tout en précisant qu'il ne disposera pas de toutes les pièces nécessaires et des ressources financières suffisantes pour réaliser l'intégralité des travaux programmés.

Enfin, une visite de la salle de chargement de L-Phé et du bâtiment P1 a été réalisée et au cours de laquelle il a été constaté que :

- la trémie est restée en place, des matières premières sont encore présentes au sol mais les sachets ont brûlé,
- la salle de chargement n'est plus utilisable en l'état. La structure devra être vérifiée ainsi que les ponts roulants/palans,
- beaucoup de chemins de câbles présents dans le P1 mais en dehors de la salle de chargement ont été impactés (à priori plus de 13 km),
- le bâtiment P1 n'a pas repris son activité.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les cuves du P1 sont vides et mises en sécurité sauf la V1120 (cf. vanne de fond certainement hors service du fait de l'incendie. La vidange est prévue par le haut par une société extérieure en début de semaine 14. Elle est pour le moment inertée, isolée et maintenue à 70°C pour maintenir une certaine fluidité du produit qui comporte un faible pourcentage de méthanol).

Pour ce qui est de l'absence de déluge dans la salle de chargement, l'exploitant a indiqué qu'il avait toujours considéré que cette salle était équipée d'un système de déluge et qu'il n'en avait pas fait la vérification sur le terrain. Lors de la construction, la salle de chargement et le bâtiment P1 ont été réalisés par 2 sociétés différentes et il suppose qu'il y a eu un « oubli » de reprise de piquage. C'est donc la raison pour laquelle il est indiqué dans l'EDD que la salle est équipée d'un système de déluge.

En conséquence, la salle de chargement de la L-Phé n'est pas aménagée et exploitée conformément aux données techniques contenues dans l'étude de dangers (Etude dedangers : rapport Ineris - 208886 - 2739404 - v2.0 en date du 26/08/2022). **Ceci constitue une non-conformité.**

Enfin, l'annexe 2 de l'EDD : *tableaux d'APR réalisés en séances* mentionne un REX interne lié à une explosion lors du remplissage de L-Phé. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un événement qui remonte à plus de 20 ans et qu'à la suite de celui-ci, les mesures suivantes avaient été mises en place : inertage de la goulotte à l'azote, mise à la terre des équipements et renforcement de l'aspiration des poussières.

L'aspiration des poussières n'est pas reprise dans le descriptif des mesures de maîtrise des risques présenté en page 82 de l'EDD ("*Les risques liés aux chargements des bigs bags L-Phé/L-Asp sont maitrisés par mise à la terre des équipements servant aux chargements (explosion poussières), par aspiration des gaz remontant depuis le réacteur pendant l'ouverture de la goulotte de chargement, et par injection d'azote (120 secondes) entre chaque vidange de big bag*") et dans le tableau 14 de l'EDD susvisée ( *Alarmes sur débit bas et haut sur l'azote lors du chargement, Détection incendie, Cuvette de rétention, Zone ATEX, Système de déluge, Zone ventilée naturellement*).

Pour finir, l'exploitant a transmis sa déclaration d'incident le 31/03/2026, et dans laquelle il indique que "*l'opérateur dit qu'une première détonation s'est produite, immédiatement suivie d'un départ de feu [...]*" A noter que jusqu'alors, l'exploitant avait dit qu'il y avait eu un départ de feu suivi d'une explosion. L'Inspection est à ce jour dans l'attente du rapport d'accident qui a été demandé à l'exploitant.

Autre point : afin de palier à une éventuelle défaillance de la pompe de reprise des eaux incendie, l'exploitant a indiqué que compte tenu du délai de livraison pour la pompe commandée (cf. APMD du 10/03/2025), une pompe de secours a été mise à disposition par le fournisseur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 1** : en complément des demandes reprises dans le rapport d'inspection relatif à la visite d'inspection du 16/03/2026, et au vu des éléments présentés en séance, il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours :

- l'attestation de formation de l'opérateur à son poste de travail,
- l'attestation de formation aux consignes à tenir en cas de sinistre.

**Demande 2** : l'exploitant confirme, sous 15 jours :

- la présence d'une aspiration des poussières lors du chargement des big-bags de L-Phé,
- si celle-ci est différente de l'aspiration des gaz remontant depuis le réacteur,
- si le démarrage de la vidange du big-bag de L-Phé est asservi à l'aspiration des poussières,
- le bon fonctionnement de l'aspiration lors de l'incendie du 15/03/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires

**Proposition de délais :** 4 mois